

INTERVENTION D'ALEXANDRE HÉBERT: DISCUSSION SUR LE RAPPORT MORAL...

Hébert (*Loire-Atlantique*): Camarades, Bergeron nous a demandé, et il le fait souvent, de dire toute la vérité aux travailleurs; il faut dire que si nous devons la vérité aux travailleurs et je le pense, à plus forte raison, nous nous devons la vérité à nous-mêmes et je voudrais noter après d'autres, qu'entre le discours de Bergeron et celui de Ventejol, il y a effectivement une différence de ton.

Ce n'est pas anormal; nous sommes dans une organisation démocratique, et même au Bureau Confédéral, peuvent librement s'exprimer des thèses légèrement différentes.

Seulement, il faut le dire, parce qu'il faut dire la vérité, d'ailleurs, si le Bureau Confédéral avait une position strictement unanime là-dessus, probablement aurait-on respecté la tradition et nous aurions eu un seul orateur pour présenter les rapports confédéraux.

En réalité, il s'agit de la participation, opposée à la présence, et mon ami Degris que j'aime bien, nous a dit: c'est une querelle de mots; je ne pense pas que ce soit une querelle de mots.

Changer les mots, cela signifie toujours quelque chose; nous avons inventé la politique de la présence; je dis: nous... encore qu'en ce qui me concerne, j'ai toujours été sceptique, vous le savez, sur son efficacité, et c'était l'avis de notre ami Bothereau qui m'avait confié un jour cela sous le sceau du secret.

Seulement, aujourd'hui, on change le mot présence, qui a une signification, par celui de la participation, camarades; je pense qu'il y a là aussi, comme le discours de Ventejol et de Bergeron, une différence de ton.

Et il faut s'expliquer, car nous avons, au dernier Congrès confédéral, maintenu la fidélité à la présence, nous savions que cela impliquait des limites.

Aujourd'hui, on nous dit: *Renonçons à la présence et fonçons dans la participation*; j'aimerais qu'on m'explique exactement les changements que cela implique, car je crois qu'on ne peut pas tricher; on ne peut pas se contenter d'approximations.

Et je dirai à Ventejol, après Labi, mais mon cher Ventejol... je rends hommage à l'honnêteté et au courage de Ventejol, je ne confonds pas Ventejol et Labi... (*Vifs applaudissements*).

Bien entendu! Mais je dis: Labi a raison sur un point, c'est que Labi dit à Ventejol: «Bravo, mais tu ne vas pas assez loin»; alors, Labi, lui, il va assez loin; Labi, il pourfend le paritarisme..., car c'est très facile d'ironiser sur la façon dont on discute, ou on conclut des compromis avec le patronat.

On sait bien, et Bergeron le sait bien, et moi aussi c'est le rapport de forces et les compromis que nous faisons, ils sont, souvent critiquables dans la mesure où nous ne disposons pas du rapport de forces suffisant.

Mais les compromis avec le patronat, d'organisation à organisation, moi, j'appelle cela des rapports de classe, mais Labi, lui, il parle de lutte des classes.

Comme s'il savait ce que c'est! Il parle de lutte de classes... (*Applaudissements - Bravos*).

Il parle de la lutte de classes, lui qui n'a jamais travaillé dans une usine... (*Applaudissements*).

Et j'aimerais qu'il m'explique où et comment il a dirigé une vraie grève!

Moi, j'appelle une vraie grève non pas une grève de 24 heures dirigée par téléphone, ce que j'appelle une vraie grève, c'est une grève qui dure, où on se bat, où tous les matins, on est

avec les gars au piquet de grève; c'est ce que j'appelle une grève; ces grèves-là, ce n'est pas en Sorbonne que Labi les a apprises.

Mais Labi n'hésite pas, lui; il est partisan de l'intégration; et il l'a écrit, de l'usine, à la Nation; il veut faire un sénateur; cela ne l'empêche pas de bavarder de la lutte de classes...; comme quoi, camarades, à une certaine limite, il n'y a plus aucune retenue; non seulement Labi parle de la lutte des classes, mais il ose parler du socialisme et il ose invoquer Rosa Luxembourg.

Rosa Luxembourg! Si elle vivait, elle cracherait au visage de Labi. (*Applaudissements et sifflets...*).

Ce n'est pas Rosa Luxembourg qu'il faut invoquer, Labi; ce n'est pas Rosa Luxembourg, non!

Le Président: Camarades, je vous prie de rester sur le sujet... (*Protestations*).

Un Auditeur (*): Labi, il a pu diriger une grève ; je l'ai vu, moi, je l'ai vu !... (*Grand mouvement de salle, cris divers, protestations...*).

Le Président: Camarades, je prie l'orateur et la salle de supprimer les aspects personnels du débat.

Hébert: Je pense que ce n'est pas Rosa Luxembourg qu'il faut invoquer, mais... le Dr Ley. Car en fin de compte, les thèses qu'on nous propose comme les thèses modernes, cela porte un nom; c'est le corporatisme; c'est le corporatisme!

Et qu'est-ce que le corporatisme? C'est très simple; notre syndicalisme à nous, il a pour mission de défendre les intérêts particuliers de la classe ouvrière; les corporatistes, eux, ils parlent de l'intérêt général. Ne mêlons pas les problèmes. (*Interruptions*).

Et je considère que je ne suis pas là pour m'expliquer sur mes activités de citoyen mais de syndicaliste.

Cela dit, les corporatistes proposent au mouvement syndical et non pas aux partis politiques, proposent au mouvement syndical de substituer à la défense de l'intérêt particulier des ouvriers, la défense d'un prétendu intérêt général.

Et bien, camarades, nous disons que c'est incompatible nous disons qu'on ne peut pas, à la fois défendre sur un plan syndical les intérêts de la classe ouvrière et en même temps l'intérêt général, car l'intérêt de M. Rothchild, défendu d'ailleurs brillamment par M. Pompidou, n'est pas le même que le nôtre. C'est peut-être élémentaire, mais c'est cela qui fait la substance et le caractère même de l'organisation syndicale.

Et c'est pourquoi je crois qu'effectivement, aujourd'hui, il faut rompre avec tous ces organismes qu'on met en place.

Je m'en suis expliqué amicalement avec Bothereau; je ne comprends pas qu'il ait accepté de siéger dans les *Comités des sections du Plan* surtout avec l'image qu'en donne la presse; Lebrun, le plus gaulliste des syndicalistes, et Robert Bothereau, quels que soient les mobiles de Bothereau, je ne veux pas mettre en doute ses bonnes intentions, quels que soient les mobiles, c'est mauvais et il serait souhaitable aussi que lui aussi, et publiquement, se retire de ces organismes.

Car voyez-vous, aujourd'hui, il faut choisir. C'est vrai que la lutte de classes existe, dans les usines, où on licencie nos délégués, dans les usines où on licencie les travailleurs, où on procède à des déqualifications; c'est cela la lutte de classes, les patrons la mènent aujourd'hui et avec des moyens plus efficaces que nos grèves tournantes ou rotatives.

Il n'y a pas de compromis possible aujourd'hui. Ce n'est pas nous qui refusons le compromis, ce sont eux qui le refusent.

Dans ces conditions-là, que faut-il faire? Certes, je le dis, ce n'est pas simple, ce n'est pas

(* Sic. Sans doute faut-il entendre «un délégué». (A.M.)

facile et je comprends les hésitations du Bureau Confédéral, mais malheureusement il n'y a pas de miracle à attendre: il faut se retirer de tous les organismes étatiques, il faut se retirer et renoncer aux grèves tournantes, et préparer une action d'ensemble, expliquer et dire la vérité aux travailleurs. C'est cela qu'il faut faire et, en même temps, travailler inlassablement au renforcement de l'organisation syndicale et, en premier lieu, tout faire pour préserver son indépendance. (*Applaudissements*).
